

Iran : mariage temporaire et renouvellement de la carte Amayesh d'une ressortissante irakienne

Recherche rapide de l'analyse-pays OSAR

Berne, le 4 novembre 2019

Cette recherche repose sur des renseignements d'expert-e-s et sur les propres recherches de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR). Conformément aux standards COI, l'OSAR fonde ses recherches sur des sources accessibles publiquement. Lorsque les informations obtenues dans le temps imparti sont insuffisantes, elle fait appel à des expert-e-s. L'OSAR documente ses sources de manière transparente et traçable, mais peut toutefois décider de les anonymiser, afin de garantir la protection de ses contacts.

Impressum

Editeur

Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR)
Case postale, 3001 Berne
Tél. 031 370 75 75
Fax 031 370 75 00
E-mail : info@osar.ch
Internet: www.osar.ch
CCP dons: 10-10000-5

Version disponible en français, allemand

COPYRIGHT

© 2019 Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Berne

Copies et impressions autorisées sous réserve de la mention de la source

1 Introduction

Situation : une ressortissante irakienne née en Iran a été unie à un Iranien sur la base d'un mariage temporaire d'une durée indéterminée. Le couple a quitté l'Iran clandestinement et vit à l'étranger depuis des années. Il est séparé depuis un certain temps par la décision d'un tribunal à l'étranger. La femme possédait une carte Amayesh qui réglait son statut de séjour en Iran. Cette carte a expiré depuis des années.

La question suivante a été tirée d'une demande adressée à l'analyse-pays de l'OSAR :

1. Une ressortissante irakienne qui a quitté l'Iran clandestinement et dont la carte Amayesh a expiré depuis plusieurs années peut-elle faire renouveler celle-ci ?

Les informations reposent sur une recherche limitée dans le temps (recherche rapide) dans des documents publiquement accessibles actuellement à disposition de l'OSAR, ainsi que sur les informations de personnes de contact expertes de la situation.

2 Le mariage temporaire

Le mariage temporaire peut ne durer que quelques heures, mais aussi des décennies.

Le mariage temporaire, connu sous le nom de *Mut'a (nikāh al-mut'a*, « mariage du plaisir ») ou *Sigheh* (« forme ») (ACCORD, 2015), consiste généralement en un contrat monnayant une relation sexuelle à durée limitée entre un homme et une femme en échange d'une contrepartie financière versée par l'homme. Le couple en choisit librement la durée qui peut ainsi aller d'une heure à 99 ans (*Landinfo*, 2016 ; ACCORD, 2015). *McGlinn* (2001) relève que, d'après la loi, le mariage temporaire n'a pas pour but de faire des enfants, mais de légitimer le plaisir sexuel de l'homme. Il autorise l'homme et la femme à cohabiter en tant qu'époux pendant une durée déterminée (ACCORD, 2015). En plus d'une relation sexuelle, le couple peut, selon le *Norwegian Country of Origin Information Centre* (*Landinfo*, 2016) s'afficher en public ensemble, partir en vacances et cohabiter comme n'importe quel couple marié pendant la période convenue sans enfreindre le droit islamique ou iranien (*Landinfo*, 2016). Un mariage temporaire est souvent contracté pour légitimer ce qui serait autrement considéré comme de la promiscuité. Mais de jeunes couples urbains contractent aussi ce genre de mariage par exemple quand ils ne se sentent pas encore prêts à demander la permission des familles ou à solliciter leur soutien financier pour un mariage ou quand leurs familles s'opposent à un mariage régulier (*McGlinn*, 2001). Le mariage temporaire n'implique pas forcément une relation sexuelle : dans certaines familles iraniennes, la servante contracte par exemple un mariage temporaire avec le mari de la maison, afin de créer une situation juridiquement « irréprochable » au sein de la famille, tout en évitant à la servante de devoir se voiler en présence du mari (*Schirmacher/Spuler-Stegemann*, 2004).

Contrat. D'après une étude d'*Aghajanian et al.* sur les mariages en Iran (2018), un mariage temporaire est conclu par contrat. La durée de validité du contrat doit être clairement indiquée. La *Mahr*, c'est-à-dire l'argent ou les biens donnés à la femme en contrepartie du mariage temporaire, doit aussi être clairement mentionnée lors de la signature du contrat (*Aghajanian et al.*, 2018). Le mariage temporaire peut être conclu par un accord oral. Selon *Landinfo* (2016), la loi n'exige pas de contrat écrit.

Selon les indications de *Schirmacher/Spuler-Stegemann* (2004), les mariages temporaires comportent quelques dispositions spéciales qui s'écartent de celles en vigueur pour les mariages habituels. La présence de deux témoins et d'un *Qadi* (juge) n'est notamment pas nécessaire lors de la signature du contrat. La femme n'est pas non plus représentée par son tuteur, mais agit de son propre chef. Une fiancée mineure a toutefois besoin de l'approbation de son tuteur. Le mariage temporaire peut être conclu par la femme, par l'homme ou par un mollah (*Schirmacher/Spuler-Stegemann*, 2004).

Le mariage temporaire n'accorde aucun droit aux femmes. Selon les indications de *Schirmacher/Spuler-Stegemann* (2004), le mariage temporaire attribue des droits uniquement à l'homme. La femme ne peut pas prétendre à l'entretien, ni au logement, ni à l'habillement, si ces points ne figurent pas dans le contrat, alors que l'homme obtient de façon unilatérale le droit au contact sexuel. Le contrôle que l'homme exerce sur la femme et sur sa liberté de mouvement est toutefois plus faible que dans une union normale.

Dissolution. Après l'écoulement du temps convenu, le mariage est automatiquement dissout. Il n'est pas nécessaire de divorcer (*Landinfo*, 2016; *McGlenn* 2001). Un mariage temporaire peut être prolongé avec l'accord du couple (*Landinfo*, 2016). Le mari a le droit unilatéral d'y mettre fin avant l'expiration du délai (*Landinfo*, 2016; *McGlenn*, 2001). La dissolution du contrat par l'homme ne requiert pas de témoin (*McGlenn*, 2001).

Une étrangère ne peut pas obtenir la citoyenneté iranienne sur la base d'un mariage temporaire. Selon les indications que *Fatemeh Ashrafi*, la fondatrice et directrice de l'ONG iranienne *Association for Protection of Refugee Women and Children* (HAMI)¹, a transmises par courriel le 16 octobre 2019, une étrangère ne peut pas prétendre à la citoyenneté iranienne sur la base d'un mariage temporaire avec un Iranien. Dans un renseignement fourni à l'OSAR le 4 novembre 2019, une *organisation internationale active en Iran* a confirmé que seuls les mariages réguliers (c'est-à-dire ceux qui sont enregistrés légalement et qui figurent donc dans la *Schenasnameh*² (certificat d'état civil) permettent de demander la citoyenneté iranienne. Les mariages temporaires religieux ne sont pas enregistrés dans le document officiel susmentionné et ne confèrent pas le droit de demander la citoyenneté.

Enfants issus d'un mariage temporaire. Si la femme tombe enceinte pendant un mariage temporaire, le père n'est tenu de verser une pension alimentaire ni pour la femme, ni pour les enfants (*Schirmacher/Spuler-Stegemann*, 2004). Les enfants nés de ce lien sont toutefois considérés comme légitimes (*Schirmacher/Spuler-Stegemann*, 2004; *McGlenn*, 2001). Comme pour un mariage régulier, ils appartiennent au mari. Si ce dernier ne reconnaît pas la paternité, il n'est pas considéré comme le père. Seule compte sa parole (*Schirmacher/Spu-*

¹ HAMI est une organisation non gouvernementale iranienne à but non lucratif qui a pour but de protéger les migrant-e-s et de renforcer les communautés de réfugiés, en particulier les femmes et les enfants, dans la République islamique d'Iran. HAMI a tenté, en collaboration avec des organisations nationales et internationales, ainsi que des institutions de la société civile, de jouer un rôle dans la reconstruction des ressources humaines des femmes aussi en Afghanistan. HAMI se concentre sur les domaines suivants : formation et responsabilisation ; sensibilisation et transmission d'informations ; réalisation de travaux de recherche, conseils pro bono et consultation juridique pour les migrantes et les réfugiées.

² La *shenasnameh* (*shenasnameh*) est un mélange de carte d'identité, d'acte de naissance et d'autres actes d'état civil pour lesquels il n'existe pas d'équivalent dans le droit allemand (ministère fédéral de l'intérieur, 2006).

Ier-Stegemann, 2004). Les enfants issus d'un mariage temporaire sont socialement stigmatisés selon les indications de *McGlenn* (2001). Même s'ils sont considérés comme légitimes, ils n'ont pas les mêmes droits que les enfants issus d'un mariage régulier. Selon les indications que *Fatemeh Ashrafi* a transmises par courriel le 16 octobre 2019, les enfants nés d'un mariage temporaire entre une femme étrangère et un homme iranien peuvent demander la nationalité iranienne.

3 Renouvellement de la carte Amayesh

Plus de 28 000 Irakien-ne-s réfugiés en Iran enregistrés sous le système Amayesh. Selon le rapport de l'*US Department of State* (USDOS) de mars 2019, les autorités iraniennes ont enregistré plus de 28 000 réfugié-e-s irakiens sous le système Amayesh (en français : « logistique » ou « préparation »). Par le biais de ce système, les intéressés reçoivent des cartes qui les identifient en tant que réfugié-e-s officiellement enregistrés (USDOS, 2019).

La situation est en général la même pour tous les réfugié-e-s détenteurs de la carte Amayesh, quelle que soit leur nationalité. D'après les indications que *Fatemeh Ashrafi* de HAMI a transmises par courriel le 11 octobre 2019, les Irakien-ne-s réfugiés en Iran sont dans la même situation que les réfugié-e-s d'autres nationalités par rapport à la carte Amayesh. D'après les indications transmises le 29 octobre 2019 par une *organisation internationale active en Iran*, les cartes des réfugié-e-s irakiens sont appelées « Hoviat » (« Huiat » en français « identité »). Elles entraînent les mêmes droits et obligations que la carte Amayesh (renseignement fourni par courriel le 29 octobre 2019 par une *organisation internationale active en Iran*).

Nécessité de renouveler régulièrement la carte Amayesh. Selon les indications du *Bonn International Center for Conversion* (BICC), les cartes Amayesh doivent être renouvelées chaque année, ce qui génère des coûts relativement élevés (BICC, 2018). D'après le renseignement qu'une *personne de contact de l'OSAR* a fourni par courriel en date du 24 juillet 2018, la carte doit être prolongée tous les douze à dix-huit mois. Les titulaires de la carte Amayesh qui souhaitent conserver leur statut sont confrontés à plusieurs obstacles bureaucratiques. La moindre erreur peut entraîner la perte durable de la carte. Les réfugié-e-s qui veulent conserver leur statut de séjour légal en Iran se voient exposés à des campagnes de réenregistrement régulières, à un manque de soutien dans les procédures bureaucratiques et à la hausse des coûts prélevés pour la prolongation des cartes (OSAR, 2018).

Départ d'Iran : perte de la carte Amayesh et du statut de séjour. Selon les indications qu'une *organisation internationale active en Iran* a fournies par courriel le 29 octobre 2019, les titulaires d'une carte Amayesh perdent leur statut Amayesh en quittant le pays et doivent, le cas échéant, retourner en Iran avec un passeport et un visa. Ce règlement s'applique qu'ils aient ou non rendu leurs cartes aux autorités iraniennes. D'après l'*organisation internationale active en Iran*, la procédure est exactement la même pour les ressortissant-e-s irakiens (renseignement fourni par courriel le 29 octobre 2019 par une *organisation internationale active en Iran*). Le *Swedish Migration Board's centre for country information and country analysis* (Lifos), ainsi que *Landinfo*, signalent que des ressortissant-e-s afghans perdent leurs cartes Amayesh, ainsi que le statut de séjour qui va de pair, quand ils quittent le pays et que les autorités iraniennes s'en aperçoivent (Lifos, 2018, *Landinfo*, 2011). Un représentant du Mi-

nistère iranien des Affaires étrangères a confirmé à Lifos en novembre 2017 que les détenteurs d'une carte Amayesh perdent leur statut en cas de départ d'Iran, parce que le statut Amayesh ne les autorise pas à quitter le territoire (Lifos, 2018). D'après des indications déjà anciennes de *Landinfo* (2011), les ressortissant-e-s afghans qui quittent l'Iran doivent remettre leur carte Amayesh aux autorités iraniennes lors de leur départ pour obtenir un laissez-passer. Si ces personnes reviennent en Iran, elles sont considérées comme des immigrant-e-s clandestins. Selon *Landinfo*, il en va de même des ressortissant-e-s afghans qui ont quitté le pays sans remettre leur carte Amayesh aux autorités iraniennes et demandé l'asile à l'étranger (*Landinfo*, 2011).

L'expiration de la carte entraîne la perte du statut de séjour. Un réenregistrement n'est pas possible. Si la validité de la carte Amayesh expire, les titulaires n'ont plus de statut de séjour régulier et peuvent être expulsés (OSAR, 2018). Selon Lifos (2018), une personne qui rate l'occasion de se faire enregistrer perd son statut Amayesh et ne peut plus se faire réenregistrer.

Après un départ clandestin, une femme irakienne n'a pas la priorité pour le renouvellement de la carte Amayesh. Après avoir consulté une personne de contact du *Bureau iranien des étrangers et des affaires des immigrants étrangers* (BAFIA), *Fatemeh Ashrafi* de l'OSAR a indiqué le 16 octobre 2019 qu'une femme irakienne ayant contracté un mariage temporaire avec un homme iranien ne jouit pas auprès du BAFIA d'un droit prioritaire au renouvellement de la carte Amayesh à cause de son départ illégal d'Iran. Selon les indications qu'une personne de contact *experte du système judiciaire et de la situation des droits de l'homme en Iran* a transmises par courriel le 15 octobre 2019, il n'est pas certain qu'une demande de la femme irakienne aboutisse à l'obtention d'une nouvelle carte Amayesh. Selon l'estimation faite le 29 octobre 2019 par une *organisation internationale active en Iran*, il existe pour quelques rares cas particuliers une très petite chance d'obtenir la restitution du statut Amayesh/Hoviat sur la base d'une décision ad hoc du BAFIA. L'*organisation internationale active en Iran* a souligné à l'attention de l'OSAR que les personnes concernées devraient très vraisemblablement retourner en Iran avec un passeport et perdraient leur statut Amayesh (renseignement fourni par courriel le 29 octobre 2019 par une *organisation internationale active en Iran*).

4 Sources

Aghajanian et al., 2018

«Sighe is a temporary marriage that is sanctioned by the Shia sect of Islam, which is the dominant religion in Iran practiced by 96 percent of the population. That Sighe be considered as a legal union, it is generally expected to include certain agreements, the elements of which defined by religious scholars (Foghaha) vary. For example, the contemporary religious authority and the highest ranking political leader in the Islamic Republic, Ayatollah Khamenei, stated the conditions of temporary marriage (Sighe) in his Book of Directions (Fathwas) as following:

- **Temporary marriage must include a marriage contract;**
- **There must be a clear statement of the duration of the temporary marriage contract;**

- **The amount of Mahr (money or property given to the woman) must be clearly stated at the time the marriage contract is set forth;**

If it is desired that the union continues beyond the contracted period, the contract must be renewed. If it is not renewed, the woman must separate from the man and wait for a required period of three months and 10 days before she marries again. (This is to ascertain if she is pregnant, presumably with the man with whom she had the temporary marriage contract)..» Source: Akbar Aghajanian, Sajede Vaezzade, Javad Afshar Kohan and Vaida Thompson, Recent Trends of Marriage in Iran, in: The Open Family Studies Journal, 2018, 10, S.3: <https://openfamilystudiesjournal.com/contents/volumes/V10/TOFAMSJ-10-1/TOFAMSJ-10-1.pdf>.

ACCORD, 2015:

Temporary marriage is commonly known as mut'a or sigheh (Mir-Hosseini, 2010, p. 354). A May 2015 article of the Los Angeles Times refers to sigheh as a temporary marriage under Islamic law which can "last for as little as a few hours" or "span decades" (Los Angeles Times, 29 May 2015). (...) Mut'a allows a Muslim man to contract an unlimited number of temporary marriages, i.e. for a fixed time period, in addition to his permanent marriages. In fact, in Shi'ite Islam this institution has remained through the centuries though it has long been forbidden in Sunni Islam. Articles 1075 to 1077 of Civil Code exclusively deal with temporary marriage." (IHRDC, 8 March 2013) Iranian attorney Ehsan Zarrokh noted in his July 2011 journal article: "Shia Islam, unlike Sunni Islam, also recognizes a special form of temporary marriage called muta. In a muta marriage, **the man and woman sign a contract agreeing to live together as husband and wife for a specified time, which can be as brief as several hours or as long as ninety-nine years. There is no limit on the number of muta marriages that a man may contract.**" (Zarrokh, 15 July 2011).» Source: ACCORD – Austrian Centre for Country of Origin and Asylum Research and Documentation: Iran: Women, children, LGBTI persons, persons with disabilities, "moral crimes"; COI Compilation, December 2015, S. 30.31: www.ecoi.net/en/file/local/1253515/1226_1451977796_568a98324.pdf.

BICC, 2018:

«Since 2003, documented refugees have received a refugee identity card (amayesh card) from the Gol. **Amayesh cards have to be renewed regularly and allow refugees access to basic health services and, since 2008, to attain work permits for 87 specified job categories.** Work permits have to be renewed annually or upon change of the employer. **Amayesh cardholders have to stay in designated areas and have no permission to acquire driving licenses, open a shop or start a business, or enroll in institutions of higher education.** Since 2009, vulnerable refugees holding the amayesh card have been exempted from the municipality tax due for urban dwellers. In 2016, the UNHCR assisted 117,000 amayesh cardholders to ensure access to the Iranian national health insurance scheme.

[...]

2004–2010: The government of Iran changes the amayesh card system nine times, **demanding the annual renewal of the card (for payment) and imposing complicated bureaucratic procedures on the refugees. If they make any mistake, they will lose the refugee status and are at risk of being deported.** The government appeals for changing the status of amayesh card holders in favour of residence and work permits (which cost US \$70 and has to be renewed every six months).

[...]

The cost of the amayesh card has nearly doubled for a family of five between 2013 and 2017 (from IRR 6,693,900 (US \$266) to IRR 12,321,000 (US \$372)).» Source: Bonn International Center for Conversion (BICC), Coping with protracted displacement How Afghans secure their livelihood in Afghanistan, Iran and Pakistan, 20 novembre 2018, S.65-69: www.bicc.de/uploads/tx_bicctools/BICC_Working_paper_2_2018.pdf.

Bundesinnenministerium des Innern, 2006:

«Die Deutsche Botschaft Teheran hat dem Auswärtigen Amt auf Nachfrage mitgeteilt, dass das iranische Personenstandsrecht keine der deutschen Geburtsurkunde vergleichbare Urkunde kennt; Heirats-, Scheidungs- und Sterbeurkunden werden dagegen ausgestellt. (...) Jedem Iraner wird grundsätzlich bereits im zeitlichen Zusammenhang mit der Geburt durch die zuständige Behörde am Geburtsort auf Antrag eine Kennkarte (Shenasname) ausgestellt, in die alle aktuellen Angaben zu Geburt, Eheschliessung, Ehescheidung und Tod basierend auf den Angaben in den Personenstandsbüchern eingetragen werden. Erläuterungen bzw. Berichtigungen zu Eintragungen in der Kennkarte werden auf der letzten Seite vermerkt. (...) Der «Shenasname» kann aus Sicht des Auswärtigen Amtes als eine Mischung aus Personalausweis, Geburtsurkunde und anderen Personenstandsurkunden angesehen werden und am ehesten mit einem Auszug/einer Abschrift aus dem Familienbuch verglichen werden.» Source: Bundesinnenministerium des Innern, Personenstandsrecht, Information der iranischen Botschaft zu personenstandsrechtlichen Fragen, 23 mai 2006: <http://www.standesbeamte-nordrhein.de/downloads/iran.pdf>.

Landinfo, 2016:

«Midlertidig ekteskap (sigheh på persisk, mut'a på arabisk) er tillatt i shia-islam og for shiamuslimere i Iran. Praksisen skal ha eksistert fra før profeten Muhammeds tid, og skal ha blitt anbefalt av ham (Moheb 2015; McMelleon 2012; Labi 2010). Midlertidig ekteskap er vanligvis en kontrakt om et tidsbegrenset, seksuelt forhold mellom en mann og en kvinne mot betaling. På forhånd avtales hvilke økonomiske ytelser mannen skal betale kvinnen for hennes seksualitet, og hvor lenge forholdet skal vare. Midlertidig ekteskap kan avtales å vare fra for eksempel én time til 99 år, med alle tenkelige varianter mellom disse to ytterpunktene (Brehmer 2013; Hawramy 2012; McMelleon 2012; Labi 2010). Midlertidig ekteskap betyr at partene er halal, dvs. tillatt, overfor hverandre. I tillegg til å ha et seksuelt forhold kan paret opptre sammen i det offentlige rom, reise på ferie eller eventuelt bo sammen som et vanlig ektepar i den avtalte perioden uten å bryte islamsk og iransk lov (Samimi 2015; Brehmer 2013; Labi 2010; Sadeghi 2010; Harrison 2007). (...) Når den avtalte tiden er over, oppløses ekteskapet automatisk, det kreves ingen skilsmisse (Gourji 1991, s. 44). Et midlertidig ekteskap kan imidlertid fornyes hvis paret er enig om det. Mannen har en ensidig rett til å avslutte et midlertidig ekteskap før tiden utløper. Kvinnen har ikke denne retten. Hun kan ikke søke om «skilsmisse» eller på lovlig måte bryte kontrakten mot mannens vilje hvis han har oppfylt de økonomiske forpliktelsene i kontrakten (Hawramy 2012; McMelleon 2012; Labi 2010; Afary 2009, s. 61; Gourji 1991, s. 50). Hvis et midlertidig ekteskap er langvarig og kvinnen er inkludert i mannens permanente familie, vil den midlertidige hustruen ha lavere sosial status og færre juridiske rettigheter enn en vanlig hustru. En midlertidig hustru har for eksempel ikke arverett eller rett til underhold (hustrubidrag). Hennes økonomiske rettigheter er begrenset til det som er avtalt i kontrakten. Barn født som følge av midlertidig ekteskap, blir ansett som legitime og har arverett, men det er betinget av at faren har anerkjent og registrert barnet som sitt (McMelleon 2012; Labi 2010;

Afary 2009, s. 61; Harrison 2007; Gourji 1991, s. 46).» Source: Landinfo – Norwegian Country of Origin Information Centre: Iran: Midlertidig ekteskap, 4 janvier 2016, S. 1-2: www.ecoi.net/en/file/local/1161719/1788_1453318777_iran.pdf.

Landinfo, 2011:

*«Many Afghan citizens who seek asylum in Norway have stayed in Iran for many years. They often have a stronger connection to Iran than to their home country. A relevant question for the Norwegian immigration authorities is **whether the Iranian authorities will accept entry by Amayesh-registered Afghan citizens who have been refused residence in Norway.***

Amayesh-registered Afghans lose their status in Iran if they leave the country, provided that the Iranian authorities are aware of it. According to a European COI unit, an Afghan citizen who leaves Iran is obliged to hand in his or her Amayesh card to the authorities in order to apply for a laissez-passer. If a person then returns to Iran, he or she will be considered an illegal immigrant (European COI unit 2008b). The same will apply to Afghan citizens who have been in Norway as asylum seekers, even though they have not handed in their Amayesh cards before leaving Iran.» Source: Landinfo, Afghan citizens in Iran, mars 2011, S.12: www.landinfo.no/asset/2063/1/2063_1.pdf.

Lifos, 2018:

*«Om en person förlorat sin amayeshstatus till följd av en missad registrerings å finns det ingen möjlighet till återregistrering. Vidare så förlorar man sin amayeshregistrering om man lämnar Iran, och detta blir känt för iranska myndigheter. Företrädare för det iranska utrikesministeriet bekräftar i november 2017 att **amayeshregistrerade förlorar sin status om de lämnar Iran eftersom amayeshstatusen inte tillåter utresa.** En annan vidtalad källa har dock hört talas om enstaka fall där personer fått tillstånd att resa. Vanligen lämnar dock amayeshregistrerade sitt amayeshkort hemma om de avser passera landsgränsen så att de inte blir upptäckta och förlorar sin registrering.»* Source: Swedish Migration Board's centre for country information and country analysis (Lifos), Afghaner i Iran, 18 février 2019, S.10-11: www.ecoi.net/en/file/local/2004934/190225202.pdf.

McGlenn, 2001:

*«Marriage according to the Twelver Shi`ah form of Islamic Shari`ah is of two types, 'normal marriage', nikah and **temporary marriage, mut`a (Arabic) or sigha (Persian).** Both are recognized in the civil code. In the fiqh books, but not in the civil code, mut`a is further subdivided into mut`at al-hajj (temporary marriage during the pilgrimage to Mecca) and mut`at an-nisá'. **Iran is the only country which recognizes the validity of temporary marriage (See the Civil Code, articles 1075 to 1080), and it has a lower social status than permanent marriage.** (...) A temporary marriage does not count as one of the maximum of four marriages to which a man is entitled. A man can contract as many temporary marriages simultaneously as he wishes. **It is used in a serial way, to legitimate what would otherwise be regarded as promiscuity, but is also contracted by young urban couples whose families oppose their marriage, or who are not prepared to approach their families for the necessary permission and assistance with the marriage costs and arrangements. A temporary marriage is not normally registered, but a court can issue a specific order authorizing registration. The contract will normally be drawn up by a mullah. A temporary marriage has***

the effect of legitimating sexual union and any children born from it. However in law its purpose is not to have children, but to legitimate the man's sexual enjoyment (istimta'). 1 It entitles the man to **exclusive access to the woman's sexual favour for a specified period, in exchange for a specified payment of mahr (dowry).** (...) Such marriages are normally not registered, but the courts can issue an order authorising the registration of a particular marriage.¹ **A temporary marriage does not entitle the wife to receive maintenance, unless this is specifically agreed.(...)** **A temporary wife has no claim to maintenance or sexual intercourse unless these are stipulated in the contract. (...)** **If she becomes pregnant, she is not entitled to maintenance during the pregnancy.** She is required to be sexually available, but is otherwise at liberty. She does not require the man's permission to leave the house or take a job, providing she remains sexually available.⁶**There is no divorce in a temporary marriage, but the man may 'make a gift of the time', that is, of the time remaining of the contract, by saying "I have spared you the term". This terminates the contract, without requiring any witnesses. Unlike a divorce, the wife does not have to be ritually clean at the time the formula is pronounced.**⁷ The woman must observe an 'idda of two menstrual period following the termination of the contract, before she may remarry, but this is not required if the same couple decide to remarry permanently.⁸**The children born from a temporary marriage have legal legitimacy, but are socially stigmatized. Although they are legitimate, they do not share the privileges of siblings born into a permanent marriage.»** Source: Sen McGlinn, Family Law in Iran, 2001. S. 58-60: https://www.researchgate.net/publication/237543374_Family_Law_in_Iran.

SFH, 2018:

«Laut HRW sehen sich die Inhaber_innen der Amayesh-Karte mit verschiedenen bürokratischen Hindernissen konfrontiert, um ihren Status zu behalten. Der kleinste Fehler kann zum dauerhaften Verlust der Karte führen. Die Karte ist normalerweise ein Jahr lang gültig und muss regelmässig verlängert werden. Wenn die Karte ausläuft, haben die Inhaber_innen also keinen geregelten Aufenthaltsstatus mehr und können ausgeschafft werden. Regelmässige Neuregistrierungskampagnen, fehlende Unterstützung bei den bürokratischen Abläufen und die Kosten für die Verlängerung der Karte sind Hindernisse, welche die Flüchtlinge meistern müssen, um ihren legalen Aufenthaltsstatus im Iran zu behalten (HRW, 20 novembre 2013). Gestützt auf Informationen von NGOs berichtet USDOS davon, dass es schwierig und oft teuer sei, Amayesh-Karten zu verlängern (USDOS, 20. April 2018). Laut E-Mail-Auskunft einer Kontaktperson der SFH vom 24. Juli 2018 muss die Karte alle zwölf bis 18 Monate verlängert werden.» Source: Schweizerische Flüchtlingshilfe (SFH), Iran, Der rechtliche Status von afghanischen Flüchtlingen, 4 septembre 2018, S. 6: www.fluechtlingshilfe.ch/assets/herkunftslander/mittlerer-osten-zentralasien/iran/180904-irn-statut-legal-refugies-d.pdf.

Schirmacher/Spuler-Stegemann, 2004:

«Für die Zeitehe gelten einige Sonderbestimmungen, die von den Bedingungen für eine übliche Eheschließung abweichen. Zeitehen werden von Frauen meist nicht als erste Ehe, sondern nach einer Scheidung geschlossen. Die Zeitehe benötigt keine zwei Zeugen zum Vertragsabschluss und keinen Qadi (Richter). Die Frau wird nicht von ihrem

Vormund vertreten, sondern tritt selbst als Handelnde auf; die minderjährige Braut benötigt für eine Zeitehe allerdings die Zustimmung ihres Vormundes. 155 Die Zeitehe kann von der Frau, vom Mann oder von einem Mullah geschlossen werden. (...) Muslimische Männer können mit Musliminnen, aber auch mit Jüdinnen, Christinnen und Zoroastrierinnen (also mit »Schriftbesitzerinnen« 157) eine Zeitehe eingehen. Bei einer Zeitehe gibt es keine Brautgabe, die Partner beerben sich nicht gegenseitig. Wird die Frau schwanger, ist der Vater weder zu Unterhaltszahlungen für die Frau noch für die Kinder verpflichtet. Die aus dieser Verbindung hervorgehenden Kinder gelten jedoch als legitime, das heißt, eheliche Kinder. Sie gehören – wie in einer dauerhaften Ehe – dem Ehemann. Wenn er jedoch die Vaterschaft leugnet – und hier gilt allein sein Wort, nicht das der Ehefrau – wird er nicht als der Vater betrachtet, denn eine Frau in einer Zeitehe, so einige schiitische Theologen, ist einer Sklavin vergleichbar, sie ist eine »gemietete Frau« 158 aus einer Art »Leasing« 159; denn eine Zeitehe ist »dasselbe, als wenn man ein Auto mietet« Der Mann entscheidet also allein darüber, ob er das gemeinsame Kind anerkennen und zu sich nehmen möchte oder nicht. Wenn er das Kind nicht als sein eigenes anerkennt, kann es nur die Hälfte des Erbes eines legitimen Kindes beanspruchen. (...) Die in einer Zeitehe verheiratete Frau hat keinen Anspruch auf Unterhalt, Wohnung und Kleidung. Nach iranischem Recht können diese Dinge jedoch in den Vertrag aufgenommen werden. Die Frau kann im Unterschied zu einer dauerhaften Ehe in einer Zeitehe kein Recht auf Sexualität einklagen. Auch die gegenseitige Beerbung ist ausgeschlossen. (...) Vom islamischen Rechtsdenken her verteilt die Zeitehe die Pflichten einseitig auf die Schultern der Frau, die Rechte auf die Schultern des Mannes. Das in einer dauerhaften Ehe angestrebte Gleichgewicht zwischen dem Recht auf Sexualität seitens des Mannes und dem Recht auf Unterhalt seitens der Frau existiert hier nicht. Der Mann erhält zwar das Recht auf Sexualität (und findet, falls gewünscht, mit Sicherheit Wege, die vereinbarte Entlohnung nicht auszuführen), die Frau erhält jedoch keinerlei Rechte und kann nichts einfordern. Die Kontrolle, die der Mann allerdings über die Frau und ihren Bewegungsspielraum in einer Zeitehe ausüben kann, ist in aller Regel geringer als in einer üblichen Ehe.» Source: Christine Schirmacher; Ursula Spuler-Stegemann, Frauen und die Scharia, Die Menschenrechte im Islam, 2004, S. 120-126.

USDOS, 2019:

«According to UNHCR, the government had granted registration to 950,142 Afghan and 28,268 Iraqi refugees under a system known as amayesh, through which authorities provide refugees with cards identifying them as legally registered refugees. The cards enable refugees to access basic services and facilitate the issuance of work permits» Source: US Department of the State (USDOS), Country Report on Human Rights Practices 2018, Iran, 13 mars 2019: <https://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/2018/nea/289205.htm>.

L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) est l'association faîtière nationale des organisations suisses d'aide aux réfugiés. Neutre sur le plan politique et confessionnel, elle s'engage pour que la Suisse respecte ses engagements en matière de protection contre les persécutions conformément à la Convention de Genève relative au statut des réfugiés. Les activités de l'OSAR sont financées par des mandats de la Confédération et par des dons de particuliers, de fondations, de communes et de cantons.

Vous trouverez les publications de l'OSAR sur l'Iran, ainsi que sur d'autres pays d'origine de requérant-e-s d'asile sous www.osar.ch/pays-dorigine.

La newsletter de l'OSAR vous informe des nouvelles publications. Inscription sous www.osar.ch/newsletter.